



Incidence de l'intégration régionale sur les recettes douanières et la croissance économique en république démocratique du Congo : cas du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (Comesa)

« Impact of regional integration on customs revenue and economic growth in the Democratic Republic of Congo : case of the Common Market for Eastern and Southern Africa (Comesa) »

MATONDO SALA Nana¹

Chef de travaux et Chercheure à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Kinshasa, Kinshasa-RDC

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.17569482>

Résumé :

Description du sujet. Il est vrai que les pays en développement perçoivent l'intégration régionale comme un instrument de politique permettant de renforcer leur développement économique et elle va au-delà des politiques douanières et commerciales (Balassa & Stoutjesdijk, 1975). L'intégration économique ne se réalise pas sans conséquences sur le plan fiscal, car elle réduit la marge de manœuvre des Etats et conduit à la suppression des barrières tarifaires de la douane ainsi qu'à l'élimination de toutes les entraves au commerce pour favoriser le développement des échanges commerciaux entre les pays membre du regroupement économique (Matondo , 2010). La République Démocratique du Congo a inscrit l'intégration régionale au cœur de sa stratégie de développement afin de bénéficier des effets positifs de l'interdépendance économique entre Etats. Il a adhéré à plusieurs regroupements économiques et organisations régionales.

Objectif. L'objectif poursuivi dans ce travail consiste à analyser l'influence de l'intégration régionale sur la Direction Générale des Douanes et Accises et la croissance économique en République Démocratique du Congo dans le COMESA de 2002 à 2023.

Méthodes. Le modèle VAR est utilisé dans le cadre de l'analyse des impacts et de causalité. Le modèle VAR a retenu notre attention, par ce qu'il est largement utilisé lors des analyses empiriques des effets de l'intégration régionale sur les recettes douanières en général et de la croissance économique en RDC en particulier. Il nous a permis de mesurer la direction, l'ampleur, et la durée avec lesquelles l'intégration régionale affecte les recettes douanières et de la croissance économique en RDC.

Résultats. A l'issue de l'étude de causalité concernant la relation entre le volume des échanges intra régionaux et la croissance économique, le test révèle une causalité au sens de Granger significative au seuil de 1%. Cela signifie qu'il existe une relation de causalité unidirectionnelle allant des échanges intra régionaux vers la croissance économique. Autrement dit, ce sont les

variations dans le commerce régional qui permettent d'expliquer, en partie, l'évolution du PIB réel, et non l'inverse. Ce résultat met en évidence l'importance d'un renforcement du commerce intra régional comme levier potentiel de stimulation de la croissance dans la région COMESA.

Mots-clés : intégration régionale, recettes douanières, croissance économique, Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe

Abstract :

Description of the subject. It is true that developing countries perceive regional integration as a policy instrument to strengthen their economic development, and it goes beyond customs and trade policies (Balassa & Stoutjesdijk, 1975). Economic integration does not occur without fiscal consequences, as it reduces the room for maneuver for states and leads to the removal of customs tariff barriers as well as the elimination of all trade barriers to promote the development of commercial exchanges among member countries of the economic grouping (Matondo, 2010). The Democratic Republic of Congo has placed regional integration at the heart of its development strategy in order to benefit from the positive effects of economic interdependence between states. It has joined several economic groupings and regional organizations.

Objective. The objective pursued in this work is to analyze the influence of regional integration on the General Directorate of Customs and Excise and economic growth in the Democratic Republic of Congo within COMESA from 2002 to 2023.

Methods. The VAR model is used in the context of impact and causality analysis. The VAR model caught our attention because it is widely used in empirical analyzes of the effects of regional integration on customs revenues in general and economic growth in the DRC in particular. It allowed us to measure the direction, magnitude, and duration with which regional integration affects customs revenues and economic growth in the DRC.

Results. At the end of the causality study regarding the relationship between the volume of intra-regional trade and economic growth, the test reveals a significant Granger causality at the 1% threshold. This means that there is a unidirectional causal relationship going from intra-regional trade to economic growth. In other words, it is the variations in regional trade that partially explain the evolution of real GDP, and not the other way around. This result highlights the importance of strengthening intra-regional trade as a potential lever for stimulating growth in the COMESA region.

Keywords: regional integration, customs revenue, economic growth, Common Market for Eastern and Southern Africa

Introduction

L'intégration régionale est un phénomène mondial qui a pris un essor au cours des dernières décennies grâce, en particulier, aux avantages socioéconomiques qu'elle peut offrir aux nations qui sont concernées (Jorge & Omar, 2001). Raison pour laquelle nous assistons à l'élargissement des frontières dans le cadre politique et économique de la libre circulation des personnes, des facteurs de production, de l'harmonisation des politiques fiscales et monétaires, mais aussi à des mouvements de regroupement des pays par des blocs régionaux ou sous régionaux en vue de former des zones économiques puissantes afin de réaliser une croissance soutenue par d'autres Etats membres pour le bien - être de la population.

Les pays en développement trouvent de plus en plus que l'accord de l'intégration régionale comme un moyen de réaliser le développement et la croissance économique à travers les avantages de l'industrialisation, de diversification et de transformation structurelle. L'intégration régionale est un objectif visé par beaucoup de pays en développement pour se développer, cependant leurs priorités peuvent varier d'un Etat à l'autre. Et cela s'explique par le fait que les pays sont hétérogènes de différentes manières notamment en ce qui concerne la dotation en ressource naturelle ainsi que dans d'autres potentialités. D'où les avantages comparatifs ne sont pas le même dans plusieurs domaines. Concernant le degré d'ouverture qui varient pour des motifs structurels, de sécurité selon leurs spécificités culturelles et ethniques qui régissent à manière de faire les affaires et de coopération.

Il est vrai que les pays en développement perçoivent l'intégration régionale comme un instrument de politique permettant de renforcer leur développement économique et elle va au-delà des politiques douanières et commerciales (Balassa et Stoutjesdijk, 1975). Nous retrouvons cette perception dans une résolution des Nations Unies qui souligne qu'il est nécessaire « de promouvoir une véritable intégration régionale pour élargir la coopération entre pays, dans d'autres domaines que le commerce et sa facilitation, en y incluant aussi l'investissement, la recherche-développement, et les politiques propres à accélérer le développement industriel et la connectivité au niveau régional (Xavier, 1962). Cette démarche, non seulement facilitera les changements structurels et favorisera la croissance économique dans les pays en développement sans littoral mais contribuera aussi à relier collectivement les régionaux des marchés mondiaux. Alors, ce qui permettra d'améliorer la compétitivité et de tirer le plus grand profit de la mondialisation mutuellement en tenant compte de leurs différences expériences. Il convient de recenser, d'échanger et de diffuser les meilleures pratiques (Résolution 71/239 de l'Assemblée générale, sd).

En fait, les pays européens sont regroupés au sein de l'Union Européenne. De la même manière, les pays d'Afrique quant à eux ils ont choisi de se regrouper au sein de l'Union Africaine. Cependant, la préoccupation majeure de la quasi-totalité des pays africains en majorité pauvres demeure l'intégration régionale comme l'une de principale voie pour atteindre le développement (Xavier, 1962)

En effet, l'intégration économique ne se réalise pas sans conséquences sur le plan fiscal, car elle réduit la marge de manœuvre des Etats et conduit à la suppression des barrières tarifaires de la douane ainsi qu'à l'élimination de toutes les entraves au commerce pour favoriser le développement des échanges commerciaux entre les pays membre du regroupement économique (Matondo G,C, 2010).

Ceci étant, la République Démocratique du Congo a inscrit l'intégration régionale au cœur de sa stratégie de développement afin de bénéficier des effets positifs de l'interdépendance économique entre Etats. Il a adhéré à plusieurs regroupements économiques et organisations régionales. Notamment, nous pouvons citer quelques-uns tel que la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) : cette organisation vise à promouvoir l'intégration économique et le développement dans la région ; citons aussi la SADC (Southern African Development Community) : communauté de développement de l'Afrique australe, qui vise à promouvoir le développement économique et l'intégration régionale ; le COMESA (Marché Commun de l'Afrique orientale) vise à créer un marché commun et à promouvoir le

développement économique, ainsi que la CEMAC (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale) qui inclut des initiatives pour l'intégration économique et monétaire.

Alors étant donné que nous sommes membres de ce regroupement économique, cela suppose qu'il y aurait nécessairement des changements majeurs dans les structures et d'importantes modifications correspondantes dans les conditions institutionnelles et sociales de notre pays. D'où, il va alors se poser un problème de compensation des recettes budgétaires considérables dans le budget de l'Etat. D'une manière générale, cet exercice de l'ouverture peut avoir un impact sur la croissance économique des Etats africains. Et d'une façon ou d'une autre nous pouvons dire qu'elle contribue à l'émergence de certains, voire aussi au déclin des autres Etats.

Cette recherche fait partie d'une interpellation basée par les différents rapports de la banque mondiale qui selon les estimations montre que le Produit Intérieur Brut (PIB) de la République Démocratique du Congo (RDC) a connu une croissance significative entre 2000 et 2022 passant d'environ 6,8 milliards de dollars en 2000 à environ 55,2 milliards de dollars en 2022. Cette croissance était principalement tirée par l'industrie extractive et les exportations, bien que les chiffres extractifs et les exportations bien les chiffres exacts puissent varier légèrement (Rapport de la Banque Mondiale, sd). Or selon d'autres sources indice du capital humain 2020 la RDC fait partie de cinq pays les plus pauvres du monde. 73,5% de sa population a vécu avec moins de 2,15 dollars par jour en 2024 (<https://www.dcc-cd/publications>, sd). Alors le développement de la RDC reste un slogan auprès de sa population constat fait sur le terrain malgré les efforts que le gouvernement fourni avec la multi-appartenance de la RDC dans de différents regroupements économiques signés et approuvés il se pose toujours des problèmes sur son développement socioéconomique qui ne correspond pas au attente de la population.

Bien que nous ne pouvons pas mesurer le développement parce qu'il n'est pas quantifiable mais au moins nous ferons recours au concept de croissance économique pour nous permettre de quantifier l'impact de l'intégration régionale sur le bien-être de la population en République Démocratique du Congo.

Dans le souci de la recherche du développement de notre pays, pour en profiter des ces avantages, une intégration économique bien menée pour accélérer la production régionale. Ainsi une telle ambition nécessite souvent des strictes mesures d'engagement, sérieuses et applicables de la part du gouvernement. Sur ce, l'Etat doit multiplier des stratégies concernant l'applicabilité des accords le mieux serait d'évaluer les besoins qui favorisera l'emplois dans tous les catégories de la population, les couts de l'intégration ainsi que d'autres avantages tel que la prise en charge de soin la santé.

Ceci étant, nous cherchons à répondre à ces trois questions sur l'adhésion de la RDC dans le COMESA à savoir : Quelle est l'influence de l'intégration sur les recettes douanières de la RDC ? Est-ce que l'adhésion de la RDC dans le COMESA impact-il sa croissance économique de savoir s'il y a une relation entre l'intégration régionale et la croissance économique en RDC ?

L'objectif poursuivi est celui, d'étudier l'incidence de l'intégration régionale de la République Démocratique du Congo dans le COMESA sur les recettes douanières et la croissance économique car l'intégration régionale aurait un impact négatif suite à la non diversification des outils de la production industrielle, une économie extravertie qui dépend à plus de 80% de

l'importation des biens de première nécessité, au manque des infrastructures modernes entre autre, l'eau, électricité et la route qui facilitation de la libre circulation des personnes et de leur bien.

1. Cadre Théorique et empirique

2.1. Cadre théorique

L'intégration régionale et la Croissance économique font partie des sujets qui ont fait l'objets de plusieurs définitions et compréhensions selon qu'ils s'agissent de l'un ou de l'autre auteur dans le but de faire comprendre l'essentiel de ses recherches. En fait, l'intégration régionale a pris beaucoup d'ampleur en ce qui concernent les avantages socioéconomiques qu'elle peut offrir dans les pays membres (X & Y, 2013). Ceci étant, les pays en développement voient de plus en plus les accords d'intégration régionale comme un moyen de réaliser la croissance et le développement par l'avantage de l'industrialisation, de la diversification et de la transformation structurelle (Indices de l'intégration régionale, sd). L'intégration régionale permet aux pays de surmonter ces divisions coûteuses en intégrant les marchés des biens, des services et d'autres facteurs tout en facilitant ainsi la circulation des échanges commerciaux, des capitaux, de l'énergie, des personnes et des idées.

Il y'a plusieurs sources qui démontrent qu'il y'a une corrélation entre l'intégration régionale et la croissance économique. Tel est le Rapport de la Banque Mondiale sur le thème de l'intégration régionale de la compétitivité de l'Afrique. Ce rapport montre que « les progrès réalisés par les économies africaines pour parvenir à la croissance économique doivent s'accompagner d'efforts visant à stimuler leur compétitivité à long terme et l'on veut que le continent parvienne à des améliorations durables (Rapports de la Banque Mondiale, 2013).

Ce rapport qui a pour thème connecter les marchés africains de manière durable est produit conjointement par la banque africaine de développement, par la banque Mondiale et le Forum économique mondiale. Estime que l'intégration régionale est un instrument essentiel pour aider l'Afrique à accroître sa compétitivité, diversifier sa base économique et de créer suffisamment d'emplois pour sa population jeune et en rapide voie d'urbanisation. En cherchant, comblant le retard de compétitivités, à faciliter les échanges, de mettre en place de meilleures infrastructures, d'investir dans les pôles croissances.

Selon (Jennifer Blanke sd), économiste en chef au forum économique mondial, « il est nécessaire de considérer la croissance de l'Afrique dans le cadre international plus vaste, où les avancées prometteuses en matière de croissance économique sont en contradiction avec la vulnérabilité inhérente à sa compétitivité sur le long terme. » L'intégration régionale est la solution qui peut pallier cette lacune en procurant des bénéfices économiques et sociaux plus étendus ; elle devrait donc figurer en tête de l'agenda des dirigeants africains cherchant à assurer que l'Afrique réalise ses potentialités ».

Selon (Mthuli Ncube s.d), économiste en chef et vice-président de la Banque africaine de développement (BAD), une croissance économique soutenue et élevée a tendance à se produire lorsque le modèle des partenariats public-privé favorise un important développement des infrastructures. « L'augmentation des investissements dans les infrastructures du continent favorise l'inclusion spatiale et contribue à la diminution des disparités spatiales. »

Lors de la signature du Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans les Grands Lacs, les dirigeants des Etats membres de la conférence internationale sur la région des Grands Lacs ont pris l'engagement mutuel d'encourager un espace économique florissant et cohérent. Ils se sont également engagés à rehausser le niveau de vie de leurs citoyens et à participer au développement régional par l'application du Programme d'action pour le développement économique et l'intégration régionale ² dans l'optique de : encourager la collaboration et l'unification économique en synchronisant et en orchestrant les politiques à l'échelle nationale et régionale avec les communautés économiques concernées pour accroître la stabilité et la compétitivité économique tout en diminuant la pauvreté ; mettre en place des infrastructures partagées dans les secteurs de l'énergie, le transport et les télécommunications, ainsi que favoriser l'intégration locale régionale par le biais d'un renforcement de la coopération multisectorielle et de la solidarité entre les populations des zones frontalières des pays voisins

Une analyse statistique basée sur la théorie des unions douanières a été fait par (Byé , 1950), et par (Viner , 1950). Les deux avaient étudié principalement les effets de l'intégration en termes de création et de détournement de commerce. Cette analyse n'a qu'une portée limitée concernant les avantages de l'intégration dans ces pays (Ghyllane et al , 2023).

La théorie néo-classique de l'intégration dans les pays en développement part d'un point de vue complètement différent, elle confirme le rôle de l'intégration dans la protection de certaines activités économiques, notamment l'industrie, avec comme but d'accroître le revenu ou le taux de croissance, (Abdel Jaber , et al, 1971,5). Ces deux économistes ont montré que l'intégration économique doit être considérée comme un instrument de développement économique.

Pour (Vicard, 2012), l'intégration protège également les activités non économique mais elle l'assure une stabilité politique. Il soutient aussi que l'intégration économique profonde entre les pays membres d'une union réduit significativement la probabilité de conflits.

Cependant, il n'existe pas de modèle type d'intégration pour tous les pays en développement, mais chaque type dépend de plusieurs critères tels que la politique industrielle, l'ampleur des économies d'échelle, la localisation géographique, la taille des marchés, le cout de transport, etc. Tous ces facteurs peuvent permettre à chaque pays en développement de tirer avantage de l'intégration régionale.

En effet, il y a des Coopérations économiques et qui mettent en pratique des projets économiques conjoints pour stimuler la croissance régionale, des projets de politiques commerciales pour l'adoption de stratégies commerciales partagées face à d'autres pays. Les

² Icglr. Org ; conférence internationale sur la région des Grands Lacs

institutions régionales consistent en la création d'organisations régionales pour gérer les aspects économiques et politiques de l'intégration.

2.2.Cadre empirique

Comme le thème de ce travail indique : l'influence de l'intégration régionale sur les recettes douanières et la croissance économique de la RDC. En fait, l'idée de cette étude est de démontrer à quelle mesure l'intégration influence les recettes fiscales ainsi que la croissance économique de la RDC. L'état de la question est basé sur l'importance que la République démocratique du Congo accorde dans la participation des regroupements économiques dans but de trouver la solution d'en sortir dans la pauvreté et d'atteindre le développement, alors que la situation du développement de la RDC reste préoccupante.

Bon nombre des auteurs ont abordé cette question, parmi lesquels nous citons : (Alphonse , 2013). L'intégration africaine face à la mondialisation : Etat de lieux, défis et perspectives ». Il soutient que l'intégration régionale s'avère comme un moyen pour l'Afrique de bénéficier des opportunités de la mondialisation économique, politique et culturel en cours et de faire face aux phénomènes de replis identitaires qui se développent dans différentes zones suite, en partie du moins, à l'accélération des dynamiques économiques, sociales et culturelles transnationales.

(Merino , sd), dans son article « le bas force de l'East African community (EAC).» vise à analyser de manière plus contextualisée le processus d'intégration et par là même sa capacité à agir sur les territoires et sur les hommes. Ce faisant, il a réalisé que la politique que la politique de l'intégration régionale est-africain se révèle comme une association de moyens à des fins tous deux déterminés par des contextes factuels et cognitifs. L'intégration se réalise au sein d'une zone dont la communauté d'intérêt reste contingente, entre Etats d'une part et au sien même des Etats d'autres part (Merino, Idem).

Quant à (Chkhikbre 2011), dans son étude portant sur « les déterminants et effets de l'intégration dans le pays en développement : analyse empirique» pense que la question de l'intégration régionale est un sujet de recherche pour les théories en économie mais aussi une préoccupation pour les praticiens dans un monde qui est caractérisé par un bouleversement de l'économie mondiale avec une multiplication des accords régionaux ainsi que l'émergence de pays à forte croissance, ce qui a permis de poser les jalons d'un nouvel ordre mondial.

D'après (Lambert O, 2009), dans son étude portant sur « Impact de la dynamique de l'intégration régionale sur les pays de la SADC : Analyse théorique et Empirique », après analyses soutient que l'intégration régionale confère une opportunité d'attraction des Investissement Directe Etranger grâce notamment à l'accroissement de la taille du marché régional qui devient un marché unique, aux effets de la polarisation et à la libre circulation des biens et des personnes au sein de la zone. De plus, l'intégration régionale peuvent influencer la décision des firmes d'investir dans les régions nouvellement intégrées.

Dans l'économe mondial, (Klaus S., 1999), dans sa « conférence du forum économique mondial(WEF) », A affirmait que la force régionale est primordiale³. Il poursuit que le

développement d'entités régionales est un effet synonyme de notre époque de mondialisation et de technologie qui s'accompagnent de flux financiers internationaux plus importants, de volumes mondiaux d'échange florissants, de réduction des coûts des liaisons de transport et de communication qui sont aussi plus efficaces et, parfois, du développement plus pernicieux d'autres influences transnationales comme la criminalité, les mouvements de population ou les questions d'environnement et de la santé.

Dans « La souveraineté économique à l'épreuve de la mondialisation », il est soutenu que les pays voient leurs racines dans l'exacerbation de la dépendance productive mutuelle plutôt que dans la croissance du pouvoir économique des multinationales. Par conséquent, la souveraineté économique est devenue une question essentielle pour les gouvernements et les citoyens. Ainsi, cette question a toujours été centrale dans l'orientation politique concernant la mondialisation. Elle est donc maintenant un point focal dans les décisions politiques et industrielles face à la concurrence, le pilier de la santé économique des États (Sarah G. ,2023).

(Philippe et al, 2003) : « L'intégration régionale et les pièges de la vulnérabilité. » Il est à noter que les processus d'intégration économique régionale (IER) varient entre eux en termes de niveau d'institutionnalisation, de vitesse, d'intensité ou encore d'expansion. Ils vont de la collaboration sectorielle aux unions politiques avec des transferts de compétences et de souveraineté. Il soutient que le régionalisme de jure est soutenu par des institutions et des accords commerciaux, tandis que la régionalisation de facto découle des actions d'acteurs créant des réseaux dans les domaines commercial, financier, culturel et technologique à l'échelle régionale.

(Jean ., 1961), dans son ouvrage intitulé « Huit leçons de l'histoire économiques » trouve que la croissance, la crise financière, la réforme fiscale, les dépenses publiques, sont les courants favorables qui soutiennent la réforme de la TVA pour éviter une forte distorsion intersectorielle. Mais à l'instar des autres pays en développement (PED), avec un décollage dans le temps, les pays d'Afrique sub-saharienne (ASS) devront faire face à une chute de leurs recettes tarifaires, une chute consécutive dû aux politiques d'ouverture commerciale, notamment dans la mise en œuvre dans le cadre de partenariat avec l'union européenne. (Geral , 2005), dans son ouvrage « Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et transition fiscale en Afrique, les nouveaux enjeux ». L'ouverture commerciale entraînera à terme la disparition en moyenne d'environ 30% des recettes budgétaires des pays africains ».

Alors, pour préserver leur niveau des ressources publiques propres, ces pays doivent réussir leur transition fiscale, c'est -à- dire de compenser les pertes des recettes tarifaires à travers un accroissement de la contribution de fiscalité interne. En raison des contraintes et tout particulièrement la TVA apparaît comme l'instrument centrale pour réussir cette transition.

(Baunsgaard & Keen , 2005) écrit que « Les réformes concernant la législation et l'administration de la TVA mises en place jusqu'à présent ne permettront pas à la plupart des pays d'atteindre une augmentation des revenus de la TVA proportionnelle aux pertes de droits d'importation prévues».

Selon Schneider (2000), qui partage l'avis de nombreux analystes, « la présence d'un vaste secteur informel représente un frein majeur à la mise en œuvre efficace de la TVA ». D'après

Enrén et Stiglitz (2002), « dans les pays où le secteur informel est important, la TVA engendrera d'importantes distorsions intersectorielles. Il n'est donc pas sûr que le remplacement de la taxe par des tarifs réduise les distorsions fiscales et entraîne une amélioration du bien-être collectif ».

(Anne-M. , 2012) dans « les Sons d'histoire Economique. A constaté que la plupart des pays en développement, pense à d'importantes réformes ont été engagées depuis plusieurs années pour renforcer et moderniser les administrations des recettes. En dépit de ces efforts, les faiblesses et les dysfonctionnements constatés dans ces administrations restent une préoccupation majeure pour les autorités ».

En plus, elle présente l'expérience de cinq pays d'Afrique de l'Ouest qui ont choisi de développer dans leurs administrations douanières des systèmes d'analyse et de gestion du risque basés sur l'exploitation de l'information statistique et visent à cibler de manière efficace les opérations à contrôler. Avec l'objectif ultime de la démarche, requiert une approche graduelle et l'adoption de systèmes transitoires permettant de contourner les contraintes de court terme, notamment techniques.

(Jaen , Idem), définit « la croissance économique comme un processus quantitatif qui se traduit par l'augmentation, au cours d'une longue période, d'un indicateur représentatif de la production de richesses d'un pays, le plus souvent le produit intérieur brut en volume(PIB), voire le produit national (PNB) ».

(François P. , 1961) « la croissance se distingue du progrès économique, qui correspond à une évolution des sociétés se traduisant par l'augmentation des revenus réels de la population et une amélioration de ses conditions de vie, en particulier en matière de sécurité, de liberté, d'éducation, de santé ».L'auteur poursuit en disant qu' il n'y a pas la croissance « économique lorsque la répartition des revenus défavorise une grande partie de la population, et ne peut pas se traduire par le progrès économique.

(Pascal et al, 2013). Aborde « l'idée de Laurent Fabius qui n'était pas ce qu'affirmait déjà Marx et que quand on gouverne il faut, certes, accorder une place déterminante à l'économie, mais de garder à l'esprit que la performance économique se nourrit avec d'autres composantes à savoir la capacité à innover, l'esprit d'entreprise, l'éducation, la formation, la recherche, etc. Cela vaut aussi en matière de diplomatie économique qui ne peut être seulement économique. Elle doit se baser sur des liens politiques, humains, culturels, scientifiques, sur une bonne réputation et sur l'influence. Plus les autres dimensions sont intégrées, plus les relations économiques entre les nations se renforcent. Au contraire, une approche diplomatique qui pourrait rater sa cible .

En bref, plusieurs études montrent que les pays en développement et dont l'économie est ouverte ont progressé de 4.5 % par an entre les années 70 et les années 80. Alors que ceux dont l'économie était fermée n'ont progresser que de 0.7%. Les économies développées ouvertes dont leurs frontières été ouvertes ont progressé de 2.3 % par an, contre 0.7 % par an pour les économies fermées.⁴ Les économies fermées sont caractérisées par de fortes barrières tarifaires

et non tarifaires aux importations, avec un système économique socialiste, un monopole de l'Etat sur les exportations cruciales et un écart important entre les taux de change officiels et ceux du marché noir. Nous trouvons parfois difficile, d'avoir un avis général de savoir si les économies protégées enregistrent de mauvais résultats parce qu'elles se protègent, ou du fait de pratiques macro-économiques malsaines.⁵ Cela veut dire, qu'elle ne change à rien l'argument fondamental de la thèse de la croissance par le libre-échange dans les pays en développement de tel sorte il y a une corrélation entre la croissance des exportations et la croissance globale du Produit Intérieur Brut (PIB) qui est frappante.

2. Résultats

Après analyse les résultats se présentent comme suit :

3.1. Analyse des caractéristiques des statistiques descriptives

L'analyse des statistiques descriptives constitue la phase préliminaire indispensable à toute étude quantitative. Elle permet de donner un état global à travers le minimum, le maximum, la moyenne et la médiane. Le tableau suivant fournit les statistiques descriptives relatives aux variables quantitatives retenues dans notre analyse. (VEIR = Volume des échanges intra-régionaux (COMESA en %, CE = Croissance économique en % du PIB réel, RD = Recettes douanières % recettes fiscales et IDE = Investissement direct étranger % du PIB)

Tableau 1. Présentation des statistiques descriptives

	VEIR	CE	RD	IDE
Mean	10.25000	5.736364	25.50000	4.145455
Median	10.25000	6.250000	25.50000	4.150000
Maximum	15.50000	9.500000	36.00000	6.800000
Minimum	5.000000	1.700000	15.00000	1.500000
Std. Dev.	3.246793	2.113347	6.493587	1.632622
Skewness	-4.34E-16	-0.335889	-6.09E-17	-0.010808
Kurtosis	1.795031	2.265508	1.795031	1.809444
Jarque-Bera	1.330954	0.908201	1.330954	1.299732
Probability	0.514028	0.635019	0.514028	0.522116
Sum	225.5000	126.2000	561.0000	91.20000
Sum Sq. Dev.	221.3750	93.79091	885.5000	55.97455
Observations	22	22	22	22

En moyenne, seulement 10,25 % des échanges commerciaux de la RDC sont réalisés avec les pays membres du COMESA. Ce chiffre, relativement faible, traduit une intégration régionale encore limitée, malgré l'appartenance formelle de la RDC à cette zone depuis plusieurs années. Le minimum de 5 % suggère des périodes de très faible interaction commerciale régionale, tandis que le maximum de 15,5 % montre qu'il existe un certain potentiel de croissance des échanges intra-COMESA ;

Le taux de croissance moyen du PIB réel sur la période est de 5,74 %, ce qui indique une performance économique relativement dynamique, bien que sujette à des fluctuations. Le pic de 9,5 % montre des années de forte croissance, probablement dues à une conjoncture favorable dans les secteurs minier et extractif. À l'inverse, le niveau plancher de 1,7 % reflète les périodes de ralentissement ou de crise économique, illustrant la volatilité de l'économie congolaise ; Les recettes douanières représentent en moyenne un quart des recettes fiscales de l'État. Cela montre que la fiscalité extérieure reste une source importante de financement public, bien que cette part puisse diminuer avec la réduction progressive des droits de douane dans le cadre du COMESA. Le minimum de 15 % pourrait traduire un effet de libéralisation tarifaire ou une baisse de la performance douanière, tandis que le maximum de 36 % suggère des périodes où la douane a joué un rôle fiscal prédominant ; Les IDE représentent en moyenne 4,15 % du PIB, ce qui est relativement bon pour une économie en développement, surtout si ces investissements sont dirigés vers les infrastructures ou les secteurs productifs. La valeur

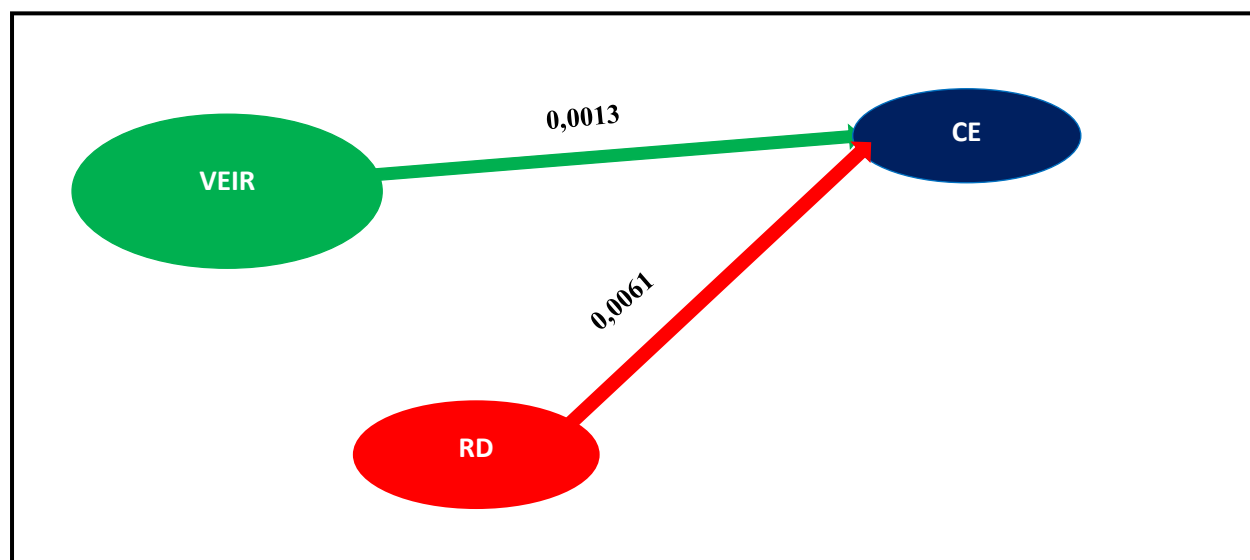
minimale de 1,5 % peut traduire une perte de confiance des investisseurs, probablement liée à l'instabilité politique ou juridique, tandis que la valeur maximale de 6,8 % montre qu'il existe une certaine attractivité de la RDC, notamment dans les secteurs miniers.

3.2. Analyse de la causalité au sens de Granger

Concernant la relation entre le volume des échanges intra-régionaux et la croissance économique, le test révèle une causalité au sens de Granger significative au seuil de 1%. Cela signifie qu'il existe une relation de causalité unidirectionnelle allant des échanges intra-régionaux vers la croissance économique. Autrement dit, ce sont les variations dans le commerce régional qui permettent d'expliquer, en partie, l'évolution du PIB réel, et non l'inverse. Ce résultat met en évidence l'importance d'un renforcement du commerce intra-régional comme levier potentiel de stimulation de la croissance dans la région COMESA ;

Quant à la relation entre les recettes douanières et la croissance économique, le test révèle une causalité de Granger significative de recettes douanières vers la croissance économique, avec une probabilité de 0.0061, soit significative au seuil de 1 %. En revanche, l'effet inverse est absent : la croissance économique ne cause pas les recettes douanières. Ce résultat indique que les variations des recettes douanières permettent de prévoir l'évolution de la croissance économique, ce qui suggère un lien entre la fiscalité commerciale ou de la porte et la performance macroéconomique dans la région. Cela peut refléter l'importance du commerce extérieur dans les budgets publics et, par extension, dans le financement de l'activité économique, notamment à travers les dépenses publiques.

Figure 1. Relation de Causalité entre variables



3.3. Estimation des équations du VAR (4)

Cette étude estime à partir de modèles économétriques de type VAR la relation entre la gouvernance, la corruption et les recettes fiscales. Les modèles VAR permettront de mesurer les interactions entre ces variables.

Au préalable, une étude de causalité permettra de mettre en évidence les liens entre le volume des échanges intra-régionaux (COMESA) en %, la croissance économique en % du PIB réel, les recettes douanières (% recettes fiscales) et les investissements directs étrangers (% du PIB).

La transmission des chocs entre les quatre variables de 2002Q1 à 2023Q4 se présentent dans le traitement économétrique suivant en vue de capter l'ampleur des chocs réciproques. A partir des résultats de la modélisation VAR(p).⁶

Tableau 2. Résultats de l'estimation

Var. endogènes/exogènes	DDVEIR	CE	DDRD	DIDE
DDVEIR(-1)	-0.953085	2.37E+13	0.186104	2.59E+11
	[-7.50345]	[0.91606]	[0.72437]	[0.45736]
DDVEIR(-2)	-0.762300	1.26E+13	0.155582	2.36E+11
	[-4.53936]	[0.36885]	[0.45804]	[0.31550]
DDVEIR(-3)	-0.380303	3.13E+13	0.190135	2.84E+11
	[-2.25237]	[0.90962]	[0.55673]	[0.37649]
DDVEIR(-4)	-0.388894	1.20E+14	-0.057749	2.88E+11
	[-3.02359]	[4.57353]	[-0.22198]	[0.50115]
CE(-1)	-1.06E-15	1.695704	1.00E-15	0.001027
	[-1.96216]	[15.4124]	[0.91797]	[0.42639]
CE(-2)	1.35E-15	-0.674963	-1.03E-15	-0.001323
	[1.55785]	[-3.81673]	[-0.58682]	[-0.34176]
CE(-3)	-1.14E-16	-0.200160	-2.75E-16	-5.48E-05
	[-0.13874]	[-1.19394]	[-0.16560]	[-0.01494]
CE(-4)	-2.68E-16	0.097928	5.08E-16	0.001078
	[-0.56281]	[1.00950]	[0.52779]	[0.50764]
DDRD(-1)	0.043071	1.08E+12	-0.865574	-7.52E+10
	[0.72343]	[0.08865]	[-7.18777]	[-0.28297]
DDRD(-2)	0.047347	-3.16E+12	-0.688502	-1.77E+11
	[0.60185]	[-0.19734]	[-4.32686]	[-0.50355]
DDRD(-3)	0.053276	-1.23E+13	-0.306625	-2.13E+11
	[0.66576]	[-0.75356]	[-1.89438]	[-0.59561]
DDRD(-4)	0.057463	-5.80E+13	-0.320422	-2.35E+11
	[0.92343]	[-4.57187]	[-2.54572]	[-0.84779]
DIDE(-1)	-1.45E-14	4.782390	1.54E-14	0.124504
	[-0.99344]	[1.61047]	[0.52172]	[1.91524]
DIDE(-2)	1.45E-15	-0.014230	-7.53E-15	0.046864
	[0.10140]	[-0.00490]	[-0.26108]	[0.73645]
DIDE(-3)	1.25E-15	-1.621245	1.39E-15	0.027190
	[0.08805]	[-0.55977]	[0.04835]	[0.42885]
DIDE(-4)	1.02E-14	6.044355	-4.17E-14	-0.874449
	[0.73704]	[2.14781]	[-1.49166]	[-14.1943]
C	6.21E-16	-0.117177	8.31E-16	0.102047
	[0.35239]	[-0.32649]	[0.23343]	[12.9884]
R-squared	0.564570	0.959979	0.555495	0.811221
Adj. R-squared	0.457387	0.950128	0.446079	0.764752
Taille de l'échantillon (n)	88	88	88	88

Au regard de ces résultats, nous constatons que :

Dans le cadre de cette étude, les quatre variables principales ont été estimées à l'aide d'un modèle VAR, après avoir été transformées en séries stationnaires afin de garantir la validité

économétrique de l'approche. Le volume des échanges intra-régionaux (VEIR), les recettes douanières (RD) et les investissements directs étrangers (IDE) se sont révélés non stationnaires au niveau, mais stationnaires en première différence. En revanche, la croissance économique (CE) a été considérée comme stationnaire au niveau. Les variables ont donc été intégrées au modèle sous leur forme appropriée, à savoir en différences pour les trois premières, et au niveau pour la dernière.

Les résultats montrent que le volume des échanges intra-régionaux, représenté par la variable DDVEIR, présente une dynamique fortement influencée par ses propres valeurs passées. Les coefficients des retards sont tous négatifs et significatifs, ce qui indique un comportement de correction après un choc initial. Autrement dit, une hausse du volume des échanges dans une période donnée tend à être suivie d'un ralentissement les périodes suivantes, traduisant une certaine instabilité des échanges commerciaux au sein de la région COMESA. Cette dynamique peut s'expliquer par des facteurs structurels tels que des infrastructures insuffisantes, des barrières non tarifaires persistantes ou des capacités d'absorption limitées au niveau régional ;

La croissance économique, pour sa part, a été introduite au niveau (CE), étant donné sa stationnarité. Son impact dans le modèle est particulièrement observable sur elle-même, ce qui reflète une dynamique autocorrélée. Toutefois, son influence sur les autres variables, notamment le volume des échanges intra-régionaux, reste relativement faible. Le coefficient de la croissance économique avec un retard d'une période sur DDVEIR est faiblement négatif et proche du seuil de significativité. Cela suggère que la croissance économique enregistrée dans les pays du COMESA ne se traduit pas directement, à court terme, par une intensification des échanges intra-régionaux. Ce résultat peut être interprété comme le reflet d'une croissance peu intégrée, souvent tirée par des secteurs peu échangeables (tels que les industries extractives ou les services domestiques), et ne bénéficiant pas immédiatement au commerce régional ;

Concernant les recettes douanières, la variable DDRD met en évidence une dynamique instable, marquée par des effets de correction significatifs. Les coefficients des retards sont négatifs et significatifs, en particulier aux premier et deuxième retards. Cela signifie qu'une hausse soudaine des recettes douanières tend à être suivie d'une baisse les trimestres suivants. Cette instabilité peut résulter de l'exposition des économies aux fluctuations des flux commerciaux internationaux, mais aussi de réformes fiscales et commerciales affectant les structures tarifaires. Ce comportement cyclique des recettes douanières constitue un défi pour les États membres du COMESA, dans la mesure où il complique la planification budgétaire et la prévisibilité des ressources fiscales liées au commerce extérieur ;

Enfin, les investissements directs étrangers (DIDE) affichent une dynamique modérément persistante. Le coefficient de retard d'ordre un est positif et proche de la significativité, ce qui indique qu'une hausse des IDE tend à se poursuivre légèrement au cours des périodes suivantes. Cela reflète un certain degré de confiance des investisseurs étrangers vis-à-vis des économies concernées. Toutefois, les IDE semblent peu influencés par les autres variables du modèle, notamment la croissance ou le commerce intra-régional. Ce constat suggère une certaine autonomie des flux d'IDE par rapport à la dynamique économique régionale, ce qui pourrait traduire une orientation des investissements vers des secteurs extractifs ou isolés des chaînes de valeur régionales.

3.4. Décomposition de la variance

Tableau 3. Décomposition de volume des échanges intra-régionaux (COMESA) en %

Période	S.E.	DDVEIR	CE	DDRD	DIDE
1	2.35E-15	100.0000	0.000000	0.000000	0.000000
2	3.18E-15	97.33731	2.081531	0.360922	0.220237
3	3.20E-15	96.46776	2.685696	0.544437	0.302109
4	3.25E-15	96.46232	2.654634	0.588847	0.294202
5	3.35E-15	96.36003	2.550972	0.737902	0.351094
6	3.46E-15	96.06738	2.625463	0.977742	0.329418
7	3.47E-15	95.96441	2.703735	0.971094	0.360762
8	3.48E-15	95.95304	2.690365	0.990539	0.366060
9	3.51E-15	95.78343	2.713856	1.016208	0.486503
10	3.53E-15	95.72078	2.721802	1.062843	0.494572

Nous pouvons constater à travers ce tableau qu'en moyenne, pour un horizon de 10 mois, 96,45% des fluctuations ou variations de volume des échanges intra-régionaux (COMESA) est expliquée par ses propres chocs ; 2,43% par les chocs de la croissance économique en % du PIB réel, 0,74% par les recettes douanières (% recettes fiscales) et 0,3% par les investissements directs étrangers (% du PIB).

Tableau 4. Décomposition de la croissance économique en % du PIB réel

Période	S.E.	DDVEIR	CE	DDRD	DIDE
1	0.479215	6.706700	93.29330	0.000000	0.000000
2	0.927956	4.645877	95.06172	0.009777	0.282624
3	1.378802	4.246317	95.22967	0.004439	0.519574
4	1.757218	3.493104	95.76450	0.105246	0.637146
5	2.052540	2.705704	93.87177	2.368111	1.054418
6	2.218402	2.332629	93.18108	3.235490	1.250796
7	2.314464	2.232263	92.35760	3.987610	1.422523
8	2.362102	2.298793	91.49762	4.625087	1.578499
9	2.375439	2.339139	91.23177	4.778275	1.650813
10	2.380523	2.451806	90.89844	4.971931	1.677826

Nous pouvons constater à travers ce tableau qu'en moyenne, pour un horizon de 10 mois, 2,87% de la croissance économique est expliquée par le volume des échanges intra-régionaux (COMESA) ; 92,31% par ses chocs, 2,57 par les recettes douanières (% recettes fiscales) et 0,87% par les investissements directs étrangers (% du PIB).

Tableau 5. Décomposition de recettes douanières (% recettes fiscales)

Période	S.E.	DDVEIR	CE	DDRD	DIDE
1	4.76E-15	1.123226	0.151084	98.72569	0.000000
2	6.27E-15	0.689586	0.284851	98.96165	0.063908
3	6.29E-15	0.874780	0.329827	98.65572	0.139670
4	6.39E-15	1.102501	0.339307	98.40508	0.153115
5	6.60E-15	1.765142	0.353762	97.28226	0.598840

6	6.81E-15	2.715308	0.332717	96.26766	0.684316
7	6.84E-15	2.810333	0.332404	96.13908	0.718183
8	6.86E-15	3.104752	0.341731	95.75223	0.801289
9	6.94E-15	3.767655	0.338746	94.50940	1.384203
10	6.99E-15	4.199542	0.334126	93.95112	1.515207

Source : Auteur sur base du logiciel Eviews10

De l'observation de ce tableau, nous constatons qu'en moyenne, pour un horizon de 10 mois ; 1,89% de recettes douanières (% recettes fiscales) est expliqué par le volume des échanges intra-régionaux (COMESA) ; 0,32% par la croissance économique ; 96,67% par ses chocs et 0,46% par les investissements directs étrangers (% du PIB).

Tableau 6. Décomposition de l'investissement direct étranger (% du PIB)

Période	S.E.	DDVEIR	CE	DDRD	DIDE
1	0.010491	0.293052	2.351954	0.665376	96.68962
2	0.010582	0.412545	2.372553	0.709189	96.50571
3	0.010611	0.411620	2.360086	0.893666	96.33463
4	0.010628	0.435285	2.383530	1.003438	96.17775
5	0.014044	0.499014	2.509922	1.326962	95.66410
6	0.014233	0.690761	2.473709	1.525373	95.31016
7	0.014301	0.684408	2.744244	1.589156	94.98219
8	0.014360	0.730776	3.188776	1.607719	94.47273
9	0.016399	0.722194	2.551316	1.652174	95.07432
10	0.016647	0.808050	2.516085	1.839722	94.83614

Nous pouvons constater à travers ce tableau qu'en moyenne, pour un horizon de 10 mois, 0,43% des investissements directs étrangers (% du PIB) sont expliqués par le volume des échanges intra-régionaux (COMESA) en % ; 2,64% par la croissance économique en % du PIB réel ; 1,51% par les recettes douanières (% recettes fiscales) et 96,25% par ses propres chocs.

5. Conclusion

À travers une approche économétrique basée sur un modèle VAR (Vector Auto-Régressif), complétée par des tests de stationnarité et de causalité de Granger, l'étude a permis de mettre en lumière les interactions complexes entre le commerce intra-régional, la croissance économique, les recettes douanières et les investissements directs étrangers (IDE) au sein de la région COMESA.

Les résultats issus de l'étude de causalité prouvent que : Concernant la relation entre le volume des échanges intra-régionaux et la croissance économique, le test révèle une causalité au sens de Granger significative au seuil de 1%. Cela signifie qu'il existe une relation de causalité unidirectionnelle allant des échanges intra-régionaux vers la croissance économique. Autrement dit, ce sont les variations dans le commerce régional qui permettent d'expliquer, en partie, l'évolution du PIB réel, et non l'inverse. Ce résultat met en évidence l'importance d'un renforcement du commerce intra-régional comme levier potentiel de stimulation de la croissance dans la région COMESA ; Quant à la relation entre les recettes douanières et la

croissance économique, le test révèle une causalité de Granger significative de recettes douanières vers la croissance économique, avec une probabilité de 0.0061, soit significative au seuil de 1 %. En revanche, l'effet inverse est absent : la croissance économique ne cause pas les recettes douanières. Ce résultat indique que les variations des recettes douanières permettent de prévoir l'évolution de la croissance économique, ce qui suggère un lien entre la fiscalité commerciale ou de la porte et la performance macroéconomique dans la région. Cela peut refléter l'importance du commerce extérieur dans les budgets publics et, par extension, dans le financement de l'activité économique, notamment à travers les dépenses publiques.

Références/Bibliographie

- ALPHONSE N., L'intégration régionale africaine face à la mondialisation : Etat des lieux, défis et perspectives, Forum panafricaine de haut niveau sur « cultures, diplomatie et intégration régionales », Rabat- Maroc 8-10 Avril 2013.
- ANNE-MARIE Geaurjon : revue d'économie du développement, 2012 ; vol.20, Ed. fe Boeck supérieur .
- CHKHKBIRE M. and Ghyzlane EL. A. Déterminants et Effets de l'intégration régionale dans les pays en développement : Analyse Empirique. Article, volume 4, Issue 6-1 (2023)
- MADELEINE WACKERNAGEL (1999), 'WEF art thou, Renaissance ?', Business Report, 8juillet.
- GERAL SHAMBAS : TVA et transition fiscale en Afrique, les nouveaux enjeux, Ed. Boeck supérieur dans Afrique contemporaine 2005/3 ; pp.181 à 194.
- GHYZLANE EL ALAOUI et Chkhkbire MALAININE : Déterminants et Effets de l'intégration régionale dans les pays en développement : une analyse théorique. Volume 4, Issue 6-1 (2023).
- [https:// www prévention web.net](https://www.préventionweb.net). Ce Rapport a été établi par les services du groupe de la Banque Mondiale avec le concours de contributeurs externes. Le nom « Groupe de la Banque Mondiale ».
- JEAN- MARC H. , « croissance et développement thèmes et débats » cite par François Perroux, en 1961. P.42.
- JEFFREY SACHS et ANDREW WANER (1995), 'Economic Reform and Process of Global Integration'', Brookings Papers on Economic Activity, cité dans The never-ending question'', The Economist, 3juillet 1999 ; cité également dans Greg Mills (2000), The wired Model : South African, Foreign Policy and Globalisation, Tafelberg, Le Cap.
- JORGE B. ET OMAR K., « L'intégration régionale en Afrique état et perspectives », ouvrage, deuxième édition du Forum organisée en mars 2001.
- LAMBERT OPARA, Impact de la dynamique de l'intégration régionale sur les pays de la SADC : Analyse théorique et Empirique, thèse mars 2009.
- MATHIEU M. , L'intégration régionale « par le bas force de l'East-African Community (EAC) . Article, GEOECONOMIE, Ed. 2011.
- MATONDO SALA N. « Impact de l'intégration régionale sur les recettes fiscales de la RDC , cas de la DGI » Mémoire de licence 2010
- PASCAL LOROT : article de revue, la France dans la bataille de diplomatie économique. Par Laurent Fabius réalise par pascal lorot dans géo économie ; p. 3 et 4. 2013
- PHILLIPES HUGON « Intégration régionale et les trappes à vulnérabilité », article (Baldwin et Venables, 1995, Baldwin et al, 1997 ; Hugon, 1999 et 2003.
- Rapport de la Banque Mondiale ; publier le 09 mai 2013
- Rapport de la Banque Mondiale, Perspective Monde et la Banque Africaine de développement (BAD).

Résolution 71/239 de l'Assemblée générale sur le « suivi de la deuxième conférence de Nations Unies sur les pays en développement sans littoral ».

SARAH GUILLOU, : *Politiques Industrielles, instrument de la souveraineté économique ; article Eco. Sup. 2003. Ed. Dunod*

[www. Worldbank. Org/ africa/ acr](http://www.Worldbank.Org/africa/acr), www.weforum. org/ acr our <https://afdb. Org/>